



Rebellyon.info

Expulsions des gymnases du plan grand froid : une journée de violences, de mépris et de galères



Lundi matin, la préfecture a ordonné la fermeture des gymnases du plan grand froid. Plus d'une centaine de personnes s'est retrouvée à la rue malgré leur droit à obtenir un hébergement. Retour sur cette journée avec les premier.e.s concerné.e.s.

Ouverts sous la pression de la mobilisation des professionnels de l'urgence sociale, les gymnases mis à disposition pour la vague de froid se ferment uns par uns. Si le préfet l'avait annoncé il y a quelque jour, il a ajouté ce matin qu'aucune autre solution ne pouvait être proposée. Ce pourtant en violation de la loi mais aussi des consignes ministérielles qui recommandent de cesser la « politique du thermomètre ».



Pourtant, quand à 8h des militant.e.s viennent expliquer leurs droits aux personnes hébergées et qu'en conséquence, ceux/celles-ci signifient au gérant des gymnases leur refus de retourner à la rue et des solutions sont trouvées rapidement. Gymnase Clémenceau ou la mobilisation était la plus forte, une journée supplémentaire sera rapidement négocié, a contrario, à la salle de sport rue Sala où une quarantaine de personnes était hébergée et où aucun soutien extérieur n'est venu, et la porte s'est fermée dès 9h30 ...



Au gymnase Bellecombe de Lyon 6^e géré par l'Armée du Salut, où 140 personnes étaient hébergées, à 10h, heure officielle de fermeture, un premier fourgon de "OVE Fondation" [1] est venu récupérer une dizaine de personnes pour les emmener dans un centre d'hébergement situé à Châtillon d'Azergues. Avant même que les personnes n'aient le temps de comprendre qu'on les emmène à 30 kilomètres de Lyon et qu'il leur faudra débourser 16 € en billets pour faire un aller-retour en train, le fourgon démarre ...



D'autre famille se verront proposer de carrément être emmener dans un autre département, ce qu'elles refusent bien évidemment. Un responsable du CCAS de Lyon arrive ensuite avec des propositions « miraculeuses », débloquées dans des centres d'hébergement de Lyon. Centres qui étaient pourtant censés être pleins une heure auparavant...



Au compte-goutte, les familles concernées se dirigent vers le Tramway pour se rendre dans ces foyers. Sauf que les contrôleurs aussi veulent avoir leur mot à dire. Ils commencent par interdire le départ du tram en indiquant que bien que les familles aient payé leurs tickets, elles ont trop d'affaires, ce qui contrevient au règlement des TCL. Après un échange verbal musclé, les contrôleurs abdiquent enfin. Mais, encore une fois, pour une partie de la population, ce qui est un droit pour tous doit pour elle, être obtenu au forceps, ce qui est à l'inverse même de l'égalité de droit censée fonder l'Etat français ...



Au final, sur les 140 personnes, une quarantaine reste sans solution. Mais, comme un air de déjà vu [de l'hiver 2014](#) l'Armée du Salut fait du zèle et envoie ses équipes vider les lieux alors même que 40 personnes sont encore à l'intérieur.



Par l'intermédiaire des vigiles, ils font ensuite passer l'information que si les personnes refusent de sortir du gymnase, la police interviendra et expulsera à la frontière les récalcitrant.e.s. Du coup, malgré leur

détermination, les résistant.e.s sortent sous la pression (mensongère).

Après l'évacuation complète du gymnase, la quarantaine de personnes — dont 4 bébés et 4 adolescents mineurs — se dirigent vers la Maison de la Veille Sociale (MVS) [2] avec l'idée de l'occuper.



Mais, là les travailleur.e.s sociaux explique via les vigiles qu'ils sont en pause déjeunes et qu'il faut attendre la réouverture dans le froid jusqu'à 14h ... les familles décident finalement de faire sagement la queue à 14h00 pour remplir des dossiers mais, on leur explique gentiellement qu'ils ne sont pas prioritaires et passeront derrière les centaines de personnes déjà en attentes ... ne leur reste donc plus d'autre choix que la rue ...



Pour que la situation ne se reproduise plus et que la loi soit appliquée pour les personnes hébergées au Gymnase Clémenceau, un appel est fait par les personnes présentes à un rendez-vous demain matin à partir de 9h au 66 rue Béchevelin, 69007 Lyon !

Lundi 6 février, plus de 300 personnes jetées à la rue par la préfecture : appel à rassemblement

Après avoir ouvert à grand renfort de publicité des places d'hébergement d'urgence sur les sans-abri, la préfecture du Rhône a décidé de fermer tous les gymnases lundi 6 février et de jeter à la rue plus de 300 personnes dont de très nombreux(...)



P.-S.

Voir aussi d'autres infos sur cette journée sur [Rue89Lyon](#).

Notes

[1] Une association gestionnaire d'hébergement d'urgence

[2] Guichet unique de coordination de l'ensemble de l'offre d'hébergement, dans toutes ses étapes, de l'urgence jusqu'à l'accès au logement autonome.